



25 rue des Envierges
75020 PARIS
01 44 62 12 00
www.sudptt.fr
sudptt@sudptt.fr

Communiqué de presse

LES MINISTRES EUROPEENS VALIDENT LA DIRECTIVE POSTALE SUR FOND DE DUMPING SOCIAL

Ce 1^{er} Octobre 2007, les ministres réunis au conseil de l'Europe de Lisbonne ont validé le compromis retenu par le parlement Européen en Juillet dernier. Ce vote s'est fait pendant que trois des plus gros opérateurs européens prennent des mesures sans précédent contre l'emploi.

En Grande Bretagne, la direction de Royal Mail dont les postiers repartent en grève pendant quatre jours la semaine prochaine contre le gel de leurs salaires, vient d'annoncer son intention de remettre en question le plan de retraites des 300 000 postiers britanniques, ce qui pourrait leur coûter 2,25 milliards d'euros.

Aux Pays Bas, la direction de TNT déclare que l'accord avec les syndicats portant sur le gel des salaires et de 7500 suppressions d'emploi d'ici à 2015 ne suffisait plus, ce sont désormais 15 000 suppressions de postes qui sont prévues à court terme.

En France, c'est l'annonce du plan stratégique pour 2008 – 2012 qui s'accompagne du non remplacement des départs à la retraite et à l'organisation de la précarité et l'insécurité sociale dans ses filiales. A ce train, La Poste française a déjà supprimé plus de 30 000 emplois depuis 2003, le pire des bilans des entreprises françaises !

Tous ces effets ont une cause : la prochaine ouverture du marché postal Européen. Avant même la date du 1^{er} janvier 2011 le dumping social est déjà à l'œuvre chez les opérateurs qui rappelons le, dépendent des gouvernements y compris les Pays Bas qui détiennent des « golden share » de TNT.

En votant ce mauvais compromis, les ministres Européens valident les suppression de postes pérennes et statutaires, la désertification postale, les délais de distribution en stagnation, la fin de la péréquation tarifaire et des transferts de charges considérables sur les contribuables.

SUD PTT dénonce cette fuite en avant et l'aveuglement d'une Europe plus libérale que jamais où les collectivités ont besoin de toujours plus de solidarité et de support. Les services postaux européens ne doivent pas subir le joug des forces du marché, c'est l'intérêt général qui doit primer !